



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 2 octobre 2026

FOCUS : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT COLOMBIEN AU DEFÍ DE LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES. 2

Bolivie 3

L'agence de notation Moody's relève la note souveraine à Caa2. 3

Le président annonce des missions de la BID et de la CAF pour l'automne. 3

Le secteur de la construction fait face à une nouvelle crise associée à la hausse des prix du diesel. 3

Colombie 3

La Banque centrale relève son taux directeur à 12,25 %. 3

Le gouvernement entame des négociations en vue d'un soutien du FMI pour résoudre la situation budgétaire. 4

La Cour constitutionnelle encadre le financement du système de santé. 4

En 2025, le taux de fécondité atteint un point bas à 1 enfant par femme. 5

Équateur 5

Le risque pays atteint son plus haut niveau depuis mars 2026 après la démission de la ministre du Développement économique et productif. 5

La baisse du débit de Coca Codo Sinclair ravive les préoccupations sur la sécurité énergétique. 5

La Banque mondiale approuve un prêt de 800 M\$ en faveur de l'Équateur. 6

Pérou 6

Le déficit budgétaire au Pérou s'élève à -1 % du PIB en août. 6

Suriname 6

L'économie surinamaïse montre des signes d'amélioration mais demeure vulnérable au niveau budgétaire. 6

Venezuela 7

Le gouvernement multiplie les accords avec des entreprises étrangères pour relancer le secteur énergétique. 7

Les États-Unis assouplissent de nouveau les sanctions contre le Venezuela dans les secteurs énergétiques. 7

Focus : Le nouveau gouvernement colombien au défi de la modernisation des infrastructures aéroportuaires.

La Colombie dispose d'un réseau aérien relativement développé, mais moins performant que certains grands marchés latino-américains. Selon l'indice *Travel & Tourism Development* 2024 du *World Economic Forum*, elle obtient un score de 3,7/7 pour les infrastructures de transport aérien, inférieur au Mexique (4,4) et au Brésil (3,9), mais supérieur au Chili (3,5) et au Pérou (3,3). Le défi colombien tient moins à l'absence d'un réseau existant qu'au décalage entre la croissance rapide de la demande et la capacité des principales plateformes, ainsi qu'à l'état des aéroports régionaux desservant des territoires difficilement accessibles par voie terrestre.

Les aéroports colombiens connaissent un engorgement croissant, les flux dépassant leurs capacités d'accueil. L'aéroport d'El Dorado de Bogota a accueilli 45,5 millions de passagers en 2025 après avoir été classé en 2024 premier aéroport d'Amérique latine et des Caraïbes par ACI-LAC (section régionale du Conseil international des aéroports) en termes de volume de passagers, de fret et de mouvements d'aéronefs. Ce succès entraîne toutefois une situation d'engorgement, alors que sa capacité actuelle avoisine les 40 millions de passagers annuels. Selon le conseil national de politique économique et sociale (CONPES), les deux principaux hubs aéroportuaires du pays à Bogota et Medellin sont ainsi identifiés comme étant à risque du fait de problèmes de saturation, l'aéroport de Medellin (Rionegro) ayant également accueilli près de 14,5 millions de voyageurs en 2025 pour une capacité de seulement 11 millions de personnes.

Pour pallier ces problèmes de saturation, l'Etat colombien a multiplié les annonces de projets d'agrandissement et de modernisation de ses aéroports. Les dix principaux projets recensés en Colombie représentent environ 5,8 Md\$ d'investissements, dont près de 80 % concernent trois projets : l'agrandissement d'El Dorado, le nouvel aéroport de Carthagène-Bayunca, et la modernisation de celui de Barranquilla. Sept d'entre eux reposent par ailleurs sur des capitaux privés, via des initiatives de concessionnaires privés ou des schémas d'association public-privé (APP). En parallèle, le CONPES estime à 1,7 Md\$ (6 540 Md COP) les investissements publics nécessaires entre 2026 et 2035 pour moderniser 25 aéroports et aérodromes dans 16 départements. La nouvelle administration doit désormais hiérarchiser les projets, sécuriser leur financement et accélérer ceux dont les études sont suffisamment mûres.

La perception de la sécurité juridique s'était dégradée sous l'administration Petro. En 2023, le gel de la hausse contractuelle des péages a contraint l'État à prévoir des compensations aux concessionnaires. La Contraloría avait évalué l'impact potentiel à plus de 300 M\$ (1 000 Md COP). À cela s'ajoutent des procédures parfois longues : l'initiative privée d'agrandissement de l'aéroport de San Andrés, déposée en 2015, n'a été déclarée infructueuse qu'en 2024 seulement.

Le regard va donc se porter sur la capacité de la nouvelle administration à rétablir l'attractivité des investissements. Elle a hérité de quatre grandes initiatives privées en structuration : El Dorado Max, Bayunca à Carthagène, Cali et Barranquilla. Des améliorations seront attendues concernant la stabilité des règles tarifaires, les mécanismes de compensation, et la finalisation des études foncières et environnementales avant les appels d'offres.

Bolivie

L'agence de notation Moody's relève la note souveraine à Caa2.

Moody's Ratings a remonté la note souveraine de la Bolivie de Caa3 à Caa2 et a maintenu une perspective positive. L'agence considère que le risque de défaut de paiement à moyen terme a considérablement diminué. Elle attribue cette amélioration à l'opération de gestion de la dette menée par la Banque centrale en mars afin de réduire les besoins de remboursement à court terme, au retour du pays sur les marchés internationaux des capitaux en mai (cf. [Brèves semaine 19](#)) ainsi qu'aux progrès menés pour obtenir un programme avec le FMI. Tous ces facteurs ont en effet élargi les sources potentielles de financement externe du pays et réduit le risque d'un défaut de paiement à court terme. L'agence félicite également l'adoption d'un régime de taux de change flexible, la suppression de la subvention au diesel (cf. [Brèves semaine 39](#)) et la réduction des dépenses publiques primaires.

Cependant, Moody's a averti que la Bolivie conserve un risque élevé de défaut, la note Caa2 correspondant à une catégorie de risque de crédit considérable. Parmi les principaux facteurs de vulnérabilité, elle évoque des institutions et une gouvernance faible, des réserves en devises liquides basses et une dette publique supérieure à 100 % du PIB, avec une forte exposition aux devises étrangères. L'agence a également mis en garde contre la résistance sociale et politique que pourraient rencontrer de nouvelles mesures d'ajustement budgétaire.

Le président annonce des missions de la BID et de la CAF pour l'automne.

Le président Rodrigo Paz a annoncé la tenue de missions de terrain de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de développement

latinoaméricaine (CAF) en octobre et novembre 2026. La BID envisagerait, selon le président, un soutien financier de 750 M\$, dont 250 M\$ seraient destinés à faire face aux désastres naturels (liés au phénomène El Niño notamment).

Le président cherche également à attirer les investisseurs étrangers privés. L'organisation d'un « *Bolivian Day* » mi-2027 doit ainsi attirer les entreprises et investisseurs étrangers afin de promouvoir leur présence dans le pays.

Le secteur de la construction fait face à une nouvelle crise associée à la hausse des prix du diesel.

La hausse des prix du diesel (+82 % ; cf. [Brèves semaine 39](#)) affecte le secteur de la construction, dont l'activité avait déjà chuté de -27 % au S1 (en g.a.). La hausse des prix du carburant s'ajoute à la hausse des prix des matériaux importés (liés à la dépréciation de -40 % du boliviano, qui renchérit le coût des importations). La chambre bolivienne de construction estime que le coût de la construction a ainsi augmenté de 50 % à 60 % par rapport à l'an dernier.

Face à ces coûts, le secteur demande un réajustement des contrats. Les contrats signés avant la libéralisation du taux de change et/ou le blocage du détroit d'Ormuz sont désormais sous-estimés, avec un prix du diesel à 3,7 BOB/L (vs. 17,9 BOB/L actuellement) et un taux de change à 6,9 BOB/USD (vs. 12,1 BOB/USD actuellement). Face à cette hausse des coûts, près de 70 % des projets seraient à l'arrêt selon la chambre de construction.

Colombie

La Banque centrale relève son taux directeur à 12,25 %.

Le Conseil d'administration de la Banque de la République a décidé de relever le taux

directeur de 25 points de base, le portant à 12,25 %. Cette décision est motivée par l'inflation persistante élevée au-dessus de 6 % ainsi que les attentes inflationnistes pour la fin de l'année (6,8 %). Miguel Gómez, ministre des Finances faisant parti du Conseil d'administration de la Banque centrale, a déclaré que le gouvernement était inquiet par l'augmentation de l'inflation, sous la pression de facteurs externes tels que la hausse des prix du pétrole. En effet, elle affecte les comptes fiscaux de l'État, car elle définit le plancher pour le réajustement du salaire minimum en 2027 et elle augmente drastiquement le coût de la masse salariale de l'État. Plus encore, une hausse de l'inflation devrait entraîner une augmentation des taux d'intérêt, ralentissant ainsi les investissements, et rendre le service de la dette plus onéreux.

La décision de la Banque centrale n'était pas conforme aux projections du marché financier. L'enquête Citi de septembre a montré que, sur les 23 institutions économique et financières consultées dans l'enquête, 18 entités s'attendaient à ce que le taux d'intérêt reste stable à 12 %. Parmi le Conseil, quatre administrateurs ont voté en faveur de cette décision, deux pour maintenir le taux inchangé et un pour l'augmenter de 50 points de base.

Le gouvernement entame des négociations en vue d'un soutien du FMI pour résoudre la situation budgétaire.

Le ministre des Finances a été chargé d'entamer des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) afin d'obtenir un appui budgétaire en échange de réformes structurelles. Le gouvernement prévoit en effet un déficit de -9,4 % du PIB pour 2027 et une dette nette de 66,2 % du PIB. Le FMI avait déjà signalé la dégradation de la situation budgétaire dans l'article IV de la Colombie en septembre 2025, consultations qui font l'état des lieux de la situation macroéconomique et budgétaire d'un pays. L'appel au FMI ne

s'effectue pas dans une situation de crise de change comme cela est le cas pour d'autres pays de la région (Bolivie notamment) mais pour bénéficier de financements externes à des conditions avantageuses. Une mission du FMI en Colombie a eu lieu la semaine dernière : le ministre des Finances doit désormais se rendre à Washington la semaine prochaine pour poursuivre ce dialogue.

La Colombie a déjà fait appel à plusieurs reprises au financement du FMI. En 1999, le pays a bénéficié d'un programme à hauteur de 2,7 Md\$. En décembre 2020, pour faire face aux besoins de financement issus de la pandémie, le pays a utilisé la ligne de crédit flexible du FMI, à hauteur de 5,4 Md\$.

La Cour constitutionnelle encadre le financement du système de santé.

La Cour constitutionnelle a établi des paramètres devant être pris en compte pour le calcul de l'allocation par patient (UPC), versée par l'État aux entités de santé. Le ministère de la Santé devra ainsi démontrer techniquement que la valeur définie pour l'UPC correspond à une évaluation des besoins réels du système de santé, et non du budget disponible. Les informations utilisées doivent être fiables et actualisées et l'UPC devra rattraper les éventuelles sous-estimations des années précédentes. Cet encadrement vise à garantir les ressources suffisantes pour le système de santé, qui connaît d'importantes difficultés financières. Le ministère de la Santé doit établir le niveau de l'UPC pour 2027 d'ici au 15 janvier 2027.

Sous le gouvernement de Gustavo Petro, la Cour constitutionnelle était intervenue face à une sous-estimation de l'UPC en 2025 pour 2026. Le ministère de la Santé avait révisé à la hausse (+13 %) le calcul de l'UPC. Les établissements de santé sont aujourd'hui confrontés à des difficultés financières significatives, leur dette atteignant 4,5 Md€ fin 2025. Leurs retards de paiement entraînent également la non-réalisation de certaines

prestations médicales et des difficultés d'accès aux médicaments.

En 2025, le taux de fécondité atteint un point bas à 1 enfant par femme.

En 2025, les naissances ont baissé de -2,7 %, le taux de fécondité atteignant un point bas à 1 enfant par femme. En 2016, ce taux s'établissait à 1,7 enfant par femme. Cette chute est associée à la baisse des naissances chez les adolescentes (15-19 ans ; de 64 naissances/1000 adolescentes en 2016 à 28 naissances/1000 adolescentes) et les jeunes femmes (20-24 ans ; de 92 naissances/1000 femmes à 52 naissances/1000 femmes).

Les naissances sont désormais plus tardives : elles concernent désormais majoritairement les femmes de 25 à 29 ans (contre majoritairement les femmes de 20 à 24 ans jusque 2024). Selon Ángela Vega, chercheuse en démographie, la prolongation de la scolarité, l'insertion professionnelle des femmes (-3 pp de chômage entre 2016 et 2025), le décalage des unions maritales et les coûts liés à l'éducation des enfants expliquent à la fois la baisse de la fécondité et son décalage dans les tranches d'âge.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,2%	36,8%	2529
Change USD/COP	-1,1%	-14,5%	3317
Change EUR/COP	-2,3%	-18,1%	3732
Prix du baril (Brent, USD)	-2,3%	58,7%	102,2

Équateur

Le risque pays atteint son plus haut niveau depuis mars 2026 après la démission de la ministre du Développement économique et productif.

L'indice de risque pays de l'Équateur a atteint 496 points de base le 28 septembre, son niveau le plus élevé depuis mars 2026, selon la Banque centrale. Cette hausse intervient dans

un contexte d'incertitude institutionnelle, après la démission de Sariha Moya, ministre du Développement économique et productif. L'indicateur a progressé de 81 points depuis le début du mois, alors qu'il s'établissait à 414 points. Cette évolution intervient également pendant la sixième revue du programme de financement avec le Fonds monétaire international (FMI), qui devrait donner lieu à un nouveau décaissement d'environ 390 M\$. La démission de la ministre, qui participait aux discussions avec le FMI, a contribué à alimenter les incertitudes sur les marchés. Ainsi, les obligations souveraines équatoriennes ont reculé le 28 septembre : les titres arrivant à échéance en 2039 ont perdu 2,3 % de leur valeur nominale en une journée. Cette évolution pourrait renchérir les conditions de financement extérieur du pays, dans un contexte où le gouvernement cherche à préserver l'accès aux marchés internationaux.

La baisse du débit de Coca Codo Sinclair ravive les préoccupations sur la sécurité énergétique.

Le débit de Coca Codo Sinclair, principale centrale hydroélectrique de l'Équateur, diminue depuis la mi-septembre. Cette évolution intervient à l'approche de la période sèche, qui expose le système électrique à une réduction de la production hydroélectrique. La centrale joue un rôle majeur dans l'approvisionnement national et une baisse prolongée de ses capacités pourrait accroître le recours à la production thermique et aux importations d'électricité. Les préoccupations énergétiques concernent également les grands consommateurs industriels : le 18 septembre, le ministre de l'Énergie, Juan Carlos Blum, avait annoncé des discussions avec les grands consommateurs industriels qui représentent une part importante de la consommation électrique, en vue d'envisager une journée hebdomadaire de déconnexion ou une adaptation des horaires de travail. Ces

mesures, en vigueur à partir de la semaine prochaine, pourraient affecter les coûts de production et l'organisation des activités industrielles.

La Banque mondiale approuve un prêt de 800 M\$ en faveur de l'Équateur.

La Banque mondiale a approuvé un financement de 800 M\$, dans le cadre de son soutien aux réformes économiques et au développement du pays. Ce prêt représente un apport important pour le gouvernement équatorien, qui cherche à renforcer ses capacités de financement et à soutenir la stabilité macroéconomique. Le programme, exécuté par le Banco de Desarrollo del Ecuador (BDE), sera déployé en trois phases sur dix ans. La première mobilisera 200 M\$ de la Banque mondiale, auxquels s'ajouteront 50 M\$ de cofinancement de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Les financements seront consacrés notamment aux transports et à la mobilité durable, à l'énergie, au développement urbain, à la gestion des risques de catastrophes et au logement abordable.

Le programme vise à bénéficier à plus de trois millions de personnes et à mobiliser jusqu'à 750 M\$ de capitaux privés pour les infrastructures. Il prévoit également un renforcement des capacités techniques et institutionnelles du BDE, des municipalités et des gouvernements provinciaux pour améliorer la préparation et l'exécution des investissements. Ce financement doit ainsi contribuer à réduire les déficits d'infrastructures locales, à soutenir l'emploi et à améliorer l'accès aux services publics, tout en favorisant la résilience climatique.

Pérou

Le déficit budgétaire au Pérou s'élève à -1 % du PIB en août.

Selon les chiffres préliminaires de la Banque Centrale (BCRP), **le déficit budgétaire cumulé au cours des 12 derniers mois s'est maintenu à 1 % du PIB en août**, soit le même niveau qu'en juillet et inférieur aux 2,2 % enregistrés à la fin de l'année 2025. Au cours des huit premiers mois de l'année, le secteur public non financier a enregistré un excédent budgétaire cumulé de 1,6 Md\$. Ce résultat contraste avec le déficit de 2,1 Md\$ enregistré au cours de la même période en 2025.

Cette amélioration s'inscrit dans un contexte favorable pour les matières premières et de hausse des recettes fiscales. En complément, le ministère de l'Économie et des Finances a souligné que le prix du cuivre avait augmenté de 39,9 % au cours de la période, tandis que l'activité économique locale a fait preuve d'un dynamisme accru. Un rapport de la banque Scotiabank signale que le déficit budgétaire devrait s'établir, d'ici fin 2026, à environ 1,7 % du PIB, respectant ainsi l'objectif du gouvernement fixé à 1,8 % du PIB.

Suriname

L'économie surinamaïse montre des signes d'amélioration mais demeure vulnérable au niveau budgétaire.

La croissance économique mensuelle s'est accélérée ces derniers mois, passant de 7,7 % en janvier 2026 à 8,9 % en juillet, selon le Conseil de surveillance économique du Suriname (SEOB). De même, l'inflation annuelle ralentit à 8,9 % en juillet, contre 10,4 % en juin, alors que le taux de change se stabilise autour de 37,8 SRD/USD. Les réserves internationales sont également en hausse, pour représenter 2 Md\$ en juillet (soit 8,2 mois

d'importations), contre 1,8 Md\$ en juin (7,5 mois).

La situation budgétaire se dégrade cependant. Si un excédent budgétaire avait été dégagé entre février et avril 2026, le pays retrouve un déficit depuis lors, atteignant -95 M\$ (-3,6 Md SRD). Le SEOB attribue notamment ce retournement aux subventions à l'essence et à l'électricité, en hausse depuis la crise au Moyen-Orient. La dette s'établit ainsi à 74,5 % du PIB en juin, au-dessus de son plafond légal de 60 %.

Venezuela

Le gouvernement multiplie les accords avec des entreprises étrangères pour relancer le secteur énergétique.

En septembre, le gouvernement a signé plusieurs accords avec des entreprises étrangères afin d'accroître la production pétrolière et de renforcer les infrastructures électriques. Huit accords ont notamment été conclus avec Chevron (États-Unis), ENI (Italie), Primavera (États-Unis), GE Vernova (États-Unis) et Aspen Holding (Suède). Chevron prévoit de doubler la production de Petropiar, de 300 000 à 600 000 b/j, tandis qu'ENI participera au développement du bloc Junín 5, dont le potentiel est estimé à 7 Md de barils. GeoPark (Colombie) s'est également engagé à investir 140 M\$ par an jusqu'en 2039 pour réactiver plus de 400 puits. Enfin, TotalEnergies (France) et Halliburton (États-Unis) ont signé des protocoles d'accord pour relancer leurs activités dans le pays.

Cette dynamique reste toutefois freinée par les difficultés d'approvisionnement électrique. Le Venezuela enregistre actuellement un déficit supérieur à 1 800 MW, identifié par les entreprises du secteur comme un obstacle majeur à leur expansion.

Les États-Unis assouplissent de nouveau les sanctions contre le Venezuela dans les secteurs énergétiques.

L'OFAC (Bureau du contrôle des avoirs étrangers) des États-Unis a actualisé certaines licences envers le Venezuela, assouplissant les sanctions. Le secteur pétrolier et pétrochimique est à nouveau bénéficiaire, avec la licence LG 46E, qui autorise l'exercice de toutes les activités dans le secteur (de l'extraction à l'exportation ou au raffinage). La licence spécifie que les mécanismes de règlement des différends doivent avoir lieu aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France ou à Singapour. Cependant, les sanctions perdurent pour les transactions avec les personnes physiques et morales liées à certains pays désignés (Russie, Iran, Corée du Nord, Cuba, Chine dans une certaine mesure). Par ailleurs, la licence LG48D autorise la fourniture de biens et service nécessaires au développement de l'industrie pétrolière dans le pays par les États-Unis ou des citoyens américains, renforçant le poids du pays dans le secteur. Enfin, la licence LG49D autorise la négociation et la signature de contrats pour de nouveaux investissements dans les secteurs pétroliers, gazier, pétrochimique et électrique.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)